

La place des militants politiques est dans la rue, pas dans les commissariats !

Ce lundi 3 février, un militant était à nouveau convoqué au commissariat de Rodez, pour être entendu sur la bousculade qui a eu lieu lors d'une tentative d'occupation de la mairie, à la manifestation du 5 décembre.

Une autre personne va être convoquée à ce sujet prochainement. Cela fait suite aux convocations de six personnes il y a dix jours pour le blocage du dépôt d'Agglobus le 15 janvier et une autre convocation pour le blocage du rond point de Calcomier le 17 décembre. Nous condamnons cette volonté soudaine de la préfecture de poursuivre judiciairement toutes les actions qui ont eu lieu depuis le début du mouvement. Cela s'est à nouveau reproduit lors d'une diffusion de tracts au rond point de Rodez mercredi 29 janvier, lorsque les policiers ont pris les identités de tous les militant-es présents pour leur dresser une contravention. Et quand ce n'est pas des convocations ou des amendes, c'est les gendarmes mobiles qui sont envoyés, comme lors de l'occupation de la DDT par les paysans de la Confédération paysanne jeudi 30 janvier, ou lors de la perturbation des vœux du député Mazars le 17 janvier.

Partout en France, c'est devenu la seule réponse du gouvernement : attaquer judiciairement des syndicalistes, mettre des lycéens en garde à vue ou des gilets jaunes en comparution immédiate, et user sans restriction de la matraque, des gaz lacrymogènes, des flashballs LBD ou des grenades explosives qui ont fait tant de blessés et de mutilés depuis plus d'un an.

Le gouvernement doit céder sur la contre réforme des retraites, et mettre un terme à cette répression.

Localement, nous exigeons un arrêt de toutes les poursuites envers les manifestants qui ont participé aux diverses actions depuis le début du mouvement. Enfin, nous appelons toute la population aveyronnaise à continuer de lutter contre ce gouvernement et sa volonté de casse du système des retraites, au travers de la grève, de manifestations et d'actions.

Nous ne lâcherons rien !

Par :

CGT, Confédération Paysanne, FSU, NPA, SNEP12, PCF, Solidaires, Sud Educ, UCL